

# SNTRS Informations

Bulletin de Liaison

du Syndicat National des Travailleurs de la Recherche Scientifique —

**CGT**

Edité par nos soins — C.P. n°50099 — Directeur de Publication : Jean OMNÈS — 7, rue G.Môquet 94801 VILLEJUIF  
Tél. 01.49.58 35 85 — Télécopie 01.49 58 35 33 — Courrier Electronique : SNTRS-CGT-BN@vjf.cnrs.fr

N° 11

20 décembre 1999

7,00fr.

Bulletin élaboré par le Bureau du Secteur Chercheurs du SNTRS-CGT.

Spécial Chercheurs



Syndicalisme Recherche

Le Bureau du secteur Chercheurs du SNTRS-CGT : Jean-Michel Biquard, Lise Caron, Janine Cohen, Mireille Del Braccio, Véronique Gouteyron, Michel Gruselle, René Malzieu, Gilles Mercier, Geneviève Miquel, Olivier Pascault, Michel Pierre, Laurent Tassangot.

**SOMMAIRE :** Page 1-2 **EDITO :** Que va-t-il rester de la recherche publique ?  
Pages 2-3 **Retraite :** CHARPIN arrive  
Page 3 **CAP** un bon résultat pour la CGT  
Page 4 **Comité National :** bientôt les élections.  
Pages 4-5 **Le projet SOLEIL**  
Page 6 **Alerte :** Allègre veut réduire le CNRS à une petite agence de moyens.

## EDITO

### QUE VA-T-IL RESTER DE LA RECHERCHE PUBLIQUE ?

La politique menée par Claude Allègre et le gouvernement amorce une véritable explosion du service public de la Recherche. Dans le cadre d'un budget en stagnation, c'est le plus grave redéploiement que j'ai vécu. L'existence de tous les très grands équipements (TGE) nationaux en place est menacée et avec eux le développement des scientifiques associés à ces équipements. Ainsi, le gouvernement prévoit la fermeture du LURE à Orsay et le projet de synchrotron SOLEIL qui devait lui succéder est abandonné, ainsi le plan de modernisation de l'IFREMER pour remplacer les bateaux vieillissés et dépassés est abandonné, le projet de satellite

astronomique COROT est menacé etc...Le discours sur la nécessité de construire des TGE seulement dans le cadre européen ne vise qu'à masquer des choix plus profonds. Tous ces TGE nationaux étaient inscrits dans une coopération européenne. Il s'agit en fait de réduire l'effort de recherche dans les domaines concernés. Dans le même temps, le Ministère essaie de créer de nouveaux Grands Equipements sans véritable évaluation, en dehors du CNRS et de l'INSERM, en s'appuyant sur un développement massif de la précarité des équipes et des personnels : génopôles, physiopôles et... autres pôles. Il a entrepris également de retirer, des procédures

d'évaluation et de pilotage des EPST, des pans entiers de la recherche des organismes. Ainsi, une partie des recherches de l'IN2P3 du CNRS et de la DSM du CEA doivent être regroupées dans un GIP, structure autonome qui peut embaucher des personnels hors-statuts. Ainsi les instituts fédératifs du secteur biomédical commencent à être utilisés pour faire disparaître les Unités de Recherche au profit de petites équipes qui ne sont pas obligatoirement évaluées et financées par l'INSERM et le CNRS. En final, dans les faits, des secteurs entiers de recherche sont créés en dehors des organismes ou d'autres secteurs sont en train d'être sortis des organismes.

La politique à l'égard des personnels du CNRS et de l'INSERM accentue la déstabilisation des organismes. Le taux d'embauche à 3% pour les chercheurs et les ITA va entraîner en quelques années une forte diminution des effectifs puisque le rythme des départs étaient déjà supérieur à ce taux pour les ITA et va l'être dès l'an 2000 pour les chercheurs. Tous les postes libérés ne seront donc pas remplacés. Le blocage des carrières décourage chercheurs et ITA. Le passage CR-DR est complètement étranglé et maintenant aussi bien au CNRS qu'à l'INSERM. Les chercheurs et les ingénieurs sont incités à aller voir, dans l'industrie, par diverses mesures de la loi sur l'Innovation, notamment la possibilité de créer des starts-up

financés par les fonds des organismes. Dans le même temps le développement de l'emploi précaire continue à être encouragé et l'embauche des CR2 remise en cause. L'application à l'INSERM des règles des marchés contribue à écoeurer les chercheurs.

La communauté scientifique et notamment les chercheurs ont du mal à résister à la pression et intègrent de plus en plus les critères que veulent leur faire mettre en œuvre le Ministère, et les directions d'organismes. La capacité à obtenir des contrats et des étudiants tend à escamoter complètement les critères de qualité et d'enjeux scientifiques, voire les besoins sociaux. D'ailleurs le ministère, les directions d'organismes et d'universités et les associations qui financent la recherche gèrent de plus en plus les labos selon ces critères. Malheureusement, de nombreux membres des instances scientifiques retiennent aussi ces critères au détriment des démarches scientifiques.

**Le rejet ou la réussite de cette politique dépend pourtant largement de l'attitude des chercheurs et des ITA, de leur capacité à dire non et à préserver dans les instances comme dans les labos les critères scientifiques et un espace de liberté pour les choix scientifiques.**

Michel PIERRE.

## RETRAITES : ALERTE !!

Charpin arrive...

Du 22 au 26 novembre ont eu lieu une série de rencontres bilatérales – qualifiées de "consultations informelles" - entre le gouvernement et les partenaires sociaux.( Confédés, Medef ...). A ce jour, aucune information sur le contenu de ces rencontres n'a filtré. C'est inquiétant !

**Jospin annoncerait, en janvier, ses orientations concernant les retraites.** Après des mois d'intox (de mai 98 à mai 99), puis de silence (de juin 99 à décembre 99), le gouvernement semble vouloir accélérer le processus. Il est urgent, pour la CGT, de rendre public ce qui s'est dit au

cours des dernières rencontres ! Trop de retard a été pris ! Il est grand temps d'alerter actifs et retraités. Fonds de pension, allongement du nombre d'annuités, augmentation des cotisations..., tout cela est dans les "cartons" du gouvernement ! Nul n'est besoin d'avoir sous les yeux son projet de loi pour accentuer la mobilisation. D'autant plus qu'avec la période de "trêve des confiseurs", janvier, c'est demain. Il faut engager, sans plus tarder, une grande campagne d'explications et d'alerte.

En effet, le gouvernement va envelopper sa marchandise sous des aspects trompeurs pour essayer de faire passer son projet : "épargne-retraite à la française", "épargne-sécurité, étalement de l'allongement.... Il va essayer de diviser

les salariés ( ceux qui seront beaucoup touchés, ceux qui le seront moins...). Ce qui vient de se passer aux Caisses d'épargne où a été mis en place un système de retraite "à la Charpin" avec l'aide du syndicat autonome, de la CGC, et de la CFTC n'est pas rassurant (allongement des annuités, capitalisation ...). Les résultats obtenus en 1995 par la lutte contre le plan Juppé montre la voie à suivre. Plus que jamais, "**tous ensemble**", actifs et retraités, pour défendre les retraites !

**Il appartient à la CGT, de procéder sans tarder à la campagne d'information, de clarification et de mobilisation des actifs et des retraités, qui s'impose.**

René Malzieu

## **CAP UN BON RESULTAT POUR LA CGT**

### **Un élu CGT dans le collège chercheurs**

**Les élections aux Commissions Administratives du CNRS** sont terminées et les résultats sont connus. Dans l'ensemble, ces résultats sont positifs pour la CGT. Tous collèges confondus, le SNTRS progresse de 691 voix et de 6,36% ; la CGT au CNRS de 4,081% en tenant compte de la présence de l'USCA-CGT lors du dernier scrutin. Les autres organisations syndicales progressent légèrement, c'est le cas du SNCS (+ 1,03%) et de FO (+0,41%) ou régressent comme la CFDT (-1,54%), la CGC (-3,17%) et la FEN (-0,82%)

**Les organisations syndicales les plus critiques vis à vis de la politique gouvernementale progressent ensemble de 5,93%, ce qui traduit le réel mécontentement des personnels de recherche et conforte une orientation résolument revendicative. Tout le monde devra en tenir compte.**

Dans les collèges chercheurs (DR et CR), les résultats de la CGT étaient très attendus. En effet cette fois, les chercheurs CGT se présentaient sous une seule étiquette, celle du SNTRS-CGT, à la suite de l'intégration de l'USCA au sein du SNTRS. Là aussi les résultats sont positifs. Le SNTRS, avec 11,64% chez les CR et 5,75% chez les DR, progresse dans chaque collège et globalement de 0,25%. Il a un élu CR. Il conforte sa représentativité dans ces catégories. Là aussi les syndicats les plus critiques progressent : SNCS (+3,4%), FO (+ 0,41%) , la CFDT et la CGC reculant respectivement de 0,91% et 3,07% des voix. Ces résultats font apparaître aussi un phénomène important et préoccupant. Ainsi chez les DR, qui sont en général d'anciens CR, la participation est de 52,05%, c'est à dire au dessus de la moyenne générale de participation (50,19%). Elle tombe à 44,9% chez les CR où

le taux de renouvellement par l'apport des jeunes est important. Ce décrochage peut avoir plusieurs significations. Le plus préoccupant, c'est que la racine de ce phénomène peut se trouver dans une moindre identification des jeunes chercheurs à leur organisme, le CNRS ; celui-ci apparaît de plus en plus lointain,

bureaucratique et sans politique scientifique impliquant profondément les personnels. Autant dire que l'action pour un CNRS démocratique ayant une politique lisible est plus que jamais nécessaire .

Michel GRUSELLE

## **Comité national : bientôt les élections**

**Les élections** pour le renouvellement du Comité National de la Recherche approchent. Elles auront une importance particulière, compte tenu que l'existence et le rôle même de ce Comité sont contestés par le Ministre lui-même. Constatons d'abord qu'un premier revers a été infligé à ce dernier. Il voulait réduire les sections, en faire des chambres d'enregistrement de sa politique, il a reculé et nous aurons à élire un Comité très voisin dans sa configuration de celui qui a travaillé depuis quatre ans. Ce constat fait, il n'en reste pas moins vrai que nous devons donner un nouvel élan au Comité National. Celui-ci petit à petit s'est fait doubler par une structure scientifico-technocrato-politique, émanation des directions scientifiques. Cette structure et ses hommes ont méthodiquement rogné les prérogatives scientifiques et opérationnelles des commissions. Des petits féodaux, au langage moderniste, maniant la carotte et le bâton, tentent d'imposer des orientations qu'on leur

souffle du Ministère, leurs compétences se limitant le plus souvent à l'argument d'autorité plutôt que l'autorité que leur confèrent leurs propres qualités scientifiques.

Sortir de cette situation en repositionnant le Comité National comme lieu central de l'évaluation, de la gestion et de la prospective scientifique est donc un enjeu majeur pour que les travailleurs scientifiques reconquièrent un droit à la parole qui leur est aujourd'hui confisqué.

Le SNTRS-CGT entend aider les chercheurs à s'organiser pour constituer des listes de scientifiques compétents, honnêtes et ouverts au dialogue, listes qui permettraient de bousculer les pratiques claniques actuelles.

Si cette démarche vous interpelle, vous intéresse, nous sommes à votre disposition pour travailler avec vous.

Michel GRUSELLE.

## **Projet Soleil**

### **Le secrétaire général de la CGT au "LURE" : SOUTIEN AUX PERSONNELS EN LUTTE**

**Bernard Thibaud**, secrétaire général de la confédération a passé, fin novembre une journée sur le site du LURE pour

manifestar son soutien « aux lurons » en lutte depuis l'annonce de l'abandon du projet Soleil, synchrotron de 3<sup>ème</sup>

génération. En fin de matinée, le SNTRS-CGT d'Orsay avait organisé une conférence de presse-débat en présence de la direction du LURE et du doyen de l'université d'Orsay. Les échanges ont été particulièrement intéressants. Les représentants de la CGT, Jean POLIAN, travaillant au LURE, Jean OMNES, secrétaire général du SNTRS, Michel DONEDU, secrétaire de l'UGICT représentant la confédération CGT au Conseil d'Administration du CNRS et Bernard Thibaud ont exprimé le point de vue de la CGT, dit leur désaccord avec le gouvernement et réclamé la réalisation du projet Soleil à proximité du LURE. Une grande convergence est apparue avec les personnalités scientifiques présentes à l'exception du doyen de l'Université qui tout en regrettant la décision gouvernementale (abandon du projet Soleil) se tourne maintenant vers d'autres projets.

Bernard Thibaud a ensuite rencontré l'ensemble des sections syndicales présentes au LURE. Au début de l'après-midi, il a rencontré les personnels du LURE dans une réunion très interactive avec de nombreux participants. Après une remarquable introduction sur la

situation de la Recherche Publique par Michel DONEDU, toute la réunion a été consacrée à des questions-réponses concernant d'abord le LURE et le projet Soleil, mais aussi la politique de Recherche et la politique sociale du gouvernement. Les intervenants ont souhaité, en général, que la CGT travaille plus à la mobilisation des salariés contre la politique gouvernementale. Bernard THIBAUD a en substance exprimé son accord en disant que **la mobilisation était la seule manière d'obtenir satisfaction** et qu'il était souhaitable que les différentes catégories de salariés ne protestent pas seulement dans leur coin, mais qu'il fallait absolument que leurs actions particulières convergent et se complètent par des actions inter-professionnelles. La journée s'est terminée par une visite des installations du LURE, qui a donné l'occasion aux personnels d'expliquer quelques-unes de leurs "manips" : structure spatiale des protéines, structure de la Terre et composition des matériaux internes du globe etc...

Michel PIERRE

Secrétaire général adjoint du SNTRS-CGT

APRES L'ACTION DU 15 DECEMBRE 1999 SUITE A LA LETTRE D'ALLEGRE AU  
PRESIDENT DU C.A DU CNRS ET AU D.G DU CNRS (VOIR P 6) PREPARONS NOUS A  
POURSUIVRE L'ACTION EN JANVIER 2000

**ADMINISTRATIFS  
CHERCHEURS  
INGENIEURS  
TECHNICIENS  
THESARDS**  
**REJOIGNEZ UN SYNDICAT**  
*Intercatégoriel  
Indépendant  
Démocratique  
Unitaire*

**J'adhère au S.N.T.R.S.-C.G.T**

NOM :  
Corps et grade :  
Adresse du labo ou service :

Prénom :

Tél.:  
Courrier Electronique :

Fax:

SNTRS-CGT : 7, rue Guy Môquet 94801 Villejuif- Tél. : 01 49 58 35 85 - Fax : 01 49 58 35 33 -  
Mèl : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr

# ALERTE

## Allègre veut réduire le CNRS à une petite agence de moyens

Dans une lettre adressée le 12 novembre 1999, Claude ALLEGRE demande au Président du Conseil d'Administration et au Directeur Général du CNRS de lui faire des propositions avant le 1<sup>er</sup> février 2000 pour transformer le CNRS en agence de moyens et modifier le statut des chercheurs . Allègre énonce clairement les orientations que le Président et le DG doivent suivre : le CNRS une agence de moyens gérant un nombre restreint de postes.

- La masse salariale doit décroître, ce qui ne peut-être obtenu qu'en diminuant les effectifs. D'ores et déjà le budget 2000 organise une poursuite de la réduction des postes ITA commencé il y a plusieurs années et pour la première fois une baisse des effectifs chercheurs alors qu'il y aura plus de 4% de départs. L'écart entre embauches et départs augmentera les années suivantes. Et le Ministre-menteur prétend aider les jeunes !
- Mise en place de Jurys à géométrie variable. Les postes ne seront plus attribués par les sections du Comité National faisant office de jurys d'admissibilité. Le Comité National qualifié de « totem » (la provocation est lamentable et reflète bien la personnalité de Ministre). Les postes seront affichés pour des jurys composés à la demande. Probablement que le Comité National sera un réservoir d'experts dans lequel les directions puiseront pour composer les jurys à leur guise. Le Comité National ne maîtrisera plus rien. L'affectation des chercheurs recrutés échapperait également complètement au Comité National.
- Le choix des équipements lourds et mi-lourds, et les procédures d'évaluation doivent être européanisées ? Pas à petite mais à grosses louches.
- Favoriser la mobilité des chercheurs vers l'université et la création d'entreprises. On retrouve là la volonté d'ALLEGRE d'empêcher le déroulement des carrières au CNRS ainsi que les objectifs de la loi sur l'Innovation promulguée au mois de juillet.
- Remplacer les unités de recherche par les équipes comme entité de base scientifique et administrative sous prétexte d'autonomiser les jeunes chercheurs. Ce discours est digne du Tartuffe de Molière. Ce dispositif créerait des équipes instables avec beaucoup de personnels précaires et qui devraient faire de la gestion autant que de la science. Elles seraient encore plus qu'aujourd'hui à la merci des grands mandarins qui dirigeront les structures fédératives (IFR, GIP,...) et des contrats qui remplacent de plus en plus les crédits récurrents. Il serait quasiment impossible de résister aux pressions sur les orientations scientifiques.
- La mutualisation des moyens matériels et humains conduirait à sortir les ITA des équipes pour les regrouper dans les services communs avec les autres organismes, les universités voire les « incubateurs » de « start-up ». Tout pousse à cette solution : la diminution des effectifs ITA, le développement des services et la création d'incubateurs dans les universités et les centres de recherches.

Le statut des chercheurs devrait être réformé pour les procédures de recrutement et la mobilité pour être en harmonie avec les projets concernant l'organisme (voir ci-dessus). Les libertés de choix des jeunes seraient donc très limitées contrairement aux discours hypocrites d'ALLEGRE.

Globalement ce serait le triomphe du dirigisme, de l'utilitarisme et de l'autoritarisme. Et après le CNRS viendra l'INSERM.

**Le SNTRS-CGT appelle les personnels et notamment les chercheurs à s'opposer aux projets du gouvernement pour les organismes de Recherche. C'est la nature même de notre métier qui est en jeu.**

Michel PIERRE